

## Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public – publication de l'indice de perception de la corruption (CPI) 2023

### Stagnation dans la lutte contre la corruption en Suisse

**Berne, le 30 janvier 2024 – La Suisse occupe la sixième place dans l'indice de perception de la corruption dans le secteur public de Transparency International (CPI: Corruption Perceptions Index). Elle n'obtient toutefois que 82 points sur 100 possibles, comme l'année précédente. Elle ne s'est guère améliorée non plus dans les domaines liés à la corruption qui ne sont pas couverts par le CPI. Des lacunes persistent notamment dans la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption dans le secteur privé, la poursuite pénale des entreprises et la protection des lanceurs·euses d'alerte.**

Le Corruption Perceptions Index (CPI) de Transparency International, l'organisation mondiale de lutte contre la corruption, mesure chaque année dans 180 pays la perception de corruption dans le secteur public sur la base d'appréciations d'experts du monde scientifique et de milieux économiques. Plus un score est élevé, moins le pays est vulnérable à la corruption.

Le CPI 2023, publié aujourd'hui, confirme que la corruption reste un fléau largement répandu dans le monde entier. Malheureusement, de manière générale, aucune amélioration significative n'a été constatée par rapport à l'année précédente. Plus de deux tiers des pays examinés n'atteignent même pas la barre des 50 points sur un maximum de 100. La moyenne se situe toujours autour de 43 points. La Somalie est en dernière place, tandis que le Danemark reste en tête.

Si la Suisse figure certes parmi les dix pays les mieux classés, elle n'obtient toujours que 82 points sur un total de 100. Elle se retrouve ainsi à la sixième place du classement international, aux côtés de la Suède. L'année précédente, la Suède avait obtenu un résultat légèrement meilleur, reléguant la Suisse à la septième place.

Martin Hilti, directeur de Transparency Suisse, commente: *«En matière de lutte contre la corruption dans le secteur public, la Suisse est à nouveau loin des meilleurs scores possibles. Elle devrait améliorer la gestion des conflits d'intérêts et la réglementation du lobbying aux trois échelons fédéraux et prendre des mesures contre le népotisme, qui reste très répandu. Des améliorations significatives sont également nécessaires dans des domaines que le CPI ne mesure pas, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption dans le secteur privé, la poursuite pénale des entreprises et la protection des lanceurs·euses d'alerte.»*

Le CPI 2023 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites [www.transparency.org/cpi/](http://www.transparency.org/cpi/) et [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr).

#### Contact médias:

Martin Hilti, directeur, Transparency Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Email: [martin.hilti@transparency.ch](mailto:martin.hilti@transparency.ch)

**Au sujet de l'indice de perception de la corruption de Transparency International:** Créé en 1995 pour être l'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perceptions Index (CPI) est actuellement établi pour 180 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de cinq à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

###

Transparency International Suisse (Transparency Suisse) est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. Transparency Suisse prévient et combat la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. Transparency Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr)